Groupes d'échange entre agriculteurs et adoption de pratiques agro-environnementales

23 janvier 2023

Dans un article publié en décembre 2022 dans la revue *Annals of Public and Cooperative Economics*, deux chercheuses de l'université de Lincoln (Nouvelle-Zélande) analysent l'impact de la participation des agriculteurs à des groupes d'échange sur l'adoption de pratiques agro-environnementales.

L'étude porte sur les éleveurs laitiers du Waikato, région laitière historique du pays située sur l'île Nord. Elle mobilise des données d'enquêtes de terrain conduites auprès de 200 éleveurs. Quatre pratiques considérées comme favorables à l'environnement, dans le contexte néo-zélandais, sont étudiées : la mise en place de plans de gestion des éléments fertilisants, l'hivernage des vaches laitières en dehors de l'exploitation, la réalisation régulière d'analyses de sols et la plantation d'arbres en bordure des cours d'eau.

Pour isoler l'effet propre de la participation à des groupes d'échange, les auteures ont réalisé un appariement sur score de propension. Il s'agit ainsi d'obtenir deux échantillons d'exploitations statistiquement comparables (dimension, âge et niveau de formation de l'agriculteur, système de production), l'un composé de participants à des groupes d'échange, l'autre d'éleveurs n'y prenant pas part. Les auteures montrent par ailleurs que les agriculteurs sont d'autant plus enclins à s'impliquer dans des groupes d'échange que leurs voisins y prennent part également. Pour améliorer la qualité de leur appariement, elles y ajoutent dans un second temps une dimension spatiale.

Les résultats montrent que les agriculteurs participant à des groupes d'échange sont davantage disposés à l'adoption (au moment des enquêtes de terrain), de pratiques agro-environnementales ciblées. Suivant la pratique considérée, la probabilité d'adoption augmente de 51 à 89 % et ces résultats sont statistiquement significatifs. La mise en place de plans de gestion des nutriments et la plantation d'arbres en bordure de cours d'eau ont l'effet le plus important, alors qu'il est plus faible pour l'hivernage des bêtes à l'extérieur des exploitations. Sur la base de ces résultats, les chercheuses invitent les pouvoirs publics à soutenir financièrement la constitution et les activités de ces groupes d'échange, aujourd'hui financés en Nouvelle-Zélande par les laiteries, les organisations professionnelles ou les agriculteurs eux-mêmes. Ces groupes ont fait la spécificité du développement agricole néo-zélandais, au siècle dernier, mais ils ont connu un déclin important au début des années 2000.

Mickaël Hugonnet, Centre d'études et de prospective

Source : *Annals of Public and Cooperative Economics*